



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

12 DEC, 2024

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE SAINT-LUBIN

SAINT LUBIN
22210 Plémet

Code AIOT : 0005503135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE SAINT-LUBIN implanté L'EPINE FORT 56490 Ménéac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une inspection dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE SAINT-LUBIN
- L'EPINE FORT 56490 Ménéac
- Code AIOT : 0005503135
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière équipée d'une unité de broyage concassage de produits minéraux ainsi que d'une installation de stockage de déchets inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 1	Sans objet
2	Affichage	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 4.1	Sans objet
3	Éléments du patrimoine	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 6	Sans objet
4	Maintien de la biodiversité et des espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 9.2	Sans objet
5	Déchets inertes d'origine extérieure	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 9.5.1	Sans objet
6	Eaux de ruissellement et d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 11.2	Sans objet
7	Normes	Arrêté Préfectoral du 27/07/2017, article 11.3	Sans objet
8	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 11.4	Sans objet
9	Pollution air et poussières	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 12	Sans objet
10	Bruits	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 13	Sans objet
11	Stockages	Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 16.2	Sans objet
12	Connaissances des produits - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 27/11/2017, article 16.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette installation est exploitée conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant prend toutes les dispositions permettant de réduire les nuisances ainsi que les risques accidentels inhérents à son activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : Situation administrative vis-à-vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/09/2017.

Constats :

Lors de cette visite, l'Inspection a constaté que les activités de cette installation respectent les rubriques ainsi que les seuils repris dans l'arrêté préfectoral du 27/09/2017.

En effet, au titre de la rubrique 2510, l'exploitant à une capacité maximale de production de granit de 600 000 t pouvant être augmentée à 750 000 t par an sous réserve de la mise en service de la déviation de la route départementale 793.

Le projet de déviation n'a pas été autorisée, et la production annuelle actuelle de cette installation est de 340 000 t.

Concernant les autres rubriques:

2515-1-a, la capacité réelle installée des installations est de 1 000 kw.

2517: La superficie de la zone de stockage des produits minéraux est de 11 hectares

4734: l'exploitant dispose d'une capacité de stockage de GNR-Gasoil d'une capacité de 80 m3.

2760-3: L'ISDI présente sur cette installation est autorisée à recevoir de 15 000 t annuellement.

Ces rubriques sont conformes aux activités constatés sur le site et sont en adéquations avec le classement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/09/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 4.1

Thème(s) : Situation administrative, Affichage

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début d'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents:

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consultée.

Constats :

Un panneau d'affichage est situé à l'entrée de l'exploitation sur la voie d'accès de cette installation.

Ce panneau est affiché en hauteur de manière visible et toutes les informations imposées par la réglementation en vigueur sont reprises sur cet affichage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Éléments du patrimoine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 6

Thème(s) : Situation administrative, Éléments du patrimoine

Prescription contrôlée :

L'exploitant maintiendra en état "La prison aux moines" (défrichage et entretien de la toiture).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'est engagé dans son arrêté préfectoral du 07/09/2017 à maintenir en état le bâtiment patrimonial dénommé "La prison aux moines".</p> <p>Lors de cette visite, l'Inspection a pu constater que la zone a été défrichée et que la toiture de "La prison aux moines" a été complètement remise en état.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas de fréquence de débroussaillage définies et que ces opérations s'effectuaient durant les périodes autorisées c'est à dire en dehors des périodes de reproduction.</p> <p>Il a également confirmé que la toiture a été refaite en 2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maintien de la biodiversité et des espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 9.2
Thème(s) : Situation administrative, Maintien de la biodiversité et des espèces protégées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant mettra en place des mesures permettant de limiter les impacts de la carrière sur la faune et la flore et en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préservation des bassins de décantation dans l'emprise du projet, • Décalage des opérations de défrichage hors période de reproduction, • Lutte contre les espèces invasives, • Entretien de la zone humide 1920 sur la parcelle ZH-30
<p>Constats :</p> <p>Les actions ayant pour but de préserver la biodiversité sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le dernier débroussaillage a eu lieu sur la période entre janvier 2022 et mars 2022. Ce débroussaillage s'effectue uniquement sur la période d'août à février, en dehors des périodes de reproduction. • Elagage sur la même période des brins de haut jet (à réaliser tous les 5 à 10 ans) • Lutte contre les espèces invasives où l'exploitant réalise un suivi régulier et une destruction systématique des espèces invasives identifiées. • Entretien de la zone humide située sur la parcelle ZH-30 afin de limiter le développement des essences arborées ce qui contribuerait à l'assèchement progressif de cette zone. Le dernier entretien a eu lieu en mars 2022. <p>Il est également à noter que la prochaine zone défrichée aura probablement lieu en 2027 où l'exploitant mettra en place des mesures ERC visant à compenser la zone défrichée par le reboisement de la surface impactée en amont de la carrière.</p> <p>Les bassins de décantation sont entretenus par l'exploitant et maintenus en l'état dans l'emprise de cette installation. La périodicité de curage de ces bassins n'est pas définie mais est réalisée uniquement en cas de besoin.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets inertes d'origine extérieure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 9.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maintien de la biodiversité et des espèces protégées
<p>Préscription contrôlée :</p> <p>L'accueil des matériaux inertes d'origine extérieure est autorisée à raison de 15 000 t/an sur les parcelles ZI 6, 7 (pour partie) et 48; localisés au Sud-Ouest de l'emprise du projet. La quantité de matériaux inertes stockés sera d'environ 225 000 m³ sur 30 ans. (...)</p> <p>Le dépotage des matériaux se fera sur une aire spécifique évoluant en fonction de l'avancée du remblayage, en présence d'un membre de la société, afin d'être vérifié puis repris par la suite dans la zone à remblayer.</p> <p>Les matériaux seront exclusivement inertes et préalablement triés. (voir tableau AP)</p> <p>Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol compte tenu du contexte géochimique local ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, bétons bitumeux, terres souillées, ect.</p> <p>Les apports extérieurs seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leurs quantités, leurs caractéristiques et qui attestera de conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette installation est autorisée à recevoir au maximum 15 000 t annuellement. La zone de dépotage est identifiée par l'ajout d'un panneau à l'entrée permettant de préciser l'emplacement de cette zone ainsi que la procédure à respecter. Lors de cette visite, l'Inspection a constaté que cette installation de stockage de déchets inertes était bien entretenue. De plus, il apparaît que les déchets inertes reçus correspondent aux types de déchets autorisés à être stockés sur le site. L'exploitation de cette Installation de Stockage de Déchets Inertes semble conforme à la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux de ruissellement et d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux de ruissellement et d'exhaure
Préscription contrôlée :

Les eaux ruisselant sur la zone d'exploitation (extraction, installations et plate-forme de stockage des matériaux commercialisables) seront dirigées vers le bassin de fond de fouille puis vers les bassins de décantation en série localisés en entrée/sortie du site actuel.

Les eaux ruisselant sur les flancs de la zone de stockage en matériaux inertes, seront recueillies dans un fossé de collecte aménagé en pied de merlon. Les eaux seront ensuite dirigées vers un bassin de décantation avant de rejoindre le circuit des eaux du site.

Les eaux pluviales après décantation seront rejetées via un fossé dans le ruisseau du Launay Tenoux.

Constats :

Les eaux d'exhaures correspondent aux eaux situées dans le fond de la carrière.

Elles sont ensuite collectées puis pompées vers 5 bassins de décantation en série avant d'être rejetées vers le milieu naturel. L'exutoire final de ces eaux vers le milieu extérieur correspond au ruisseau du Launay Tenoux.

Les volumes sont ensuite pompés et rejetés sont quantifiés au moyen de capteurs étalonnés.

Les eaux pluviales sont quant à elles dirigées vers un bassin de décantation puis rejetées vers le milieu extérieur.

Un capteur de niveau d'eau est relié à la pompe. En fonction du niveau d'eau dans le bassin de fond de carrière, la pompe se met en fonctionnement ou à l'arrêt. Quand la pompe est en fonctionnement les rejets sont continus. Quand la pompe s'arrête, il n'y a plus de rejet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Normes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2017, article 11.3

Thème(s) : Risques chroniques, Normes

Prescription contrôlée :

Les eaux décantées devront respecter les prescriptions suivantes:

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- Température inférieure à 30°C
- Matières en suspension totales (MES) concentration inférieure à 35 mg/L
- Demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté DCO concentration inférieure à 125 mg/L
- Hydrocarbures concentration inférieure à 10 mg/L

Constats :

L'exploitant fait réaliser les contrôles de ses eaux décantées selon les paramètres repris par la réglementation (V, pH, conductivité, MES et hydrocarbures).

Les derniers contrôles présentés à l'Inspection montrent que les résultats sont conformes aux valeurs limites d'expositions repris par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27/09/2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Prescription contrôlée : Le point de rejet sera équipé d'un système permettant la mesure du débit sur 24 heures et d'un dispositif de prélèvement. Le contrôle de la qualité des eaux rejetées sera réalisé dans les conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none">• pH: mesure mensuelle,• Volume rejeté: mesure mensuelle,• Conductivité: mesure mensuelle,• MES: mesure mensuelle,• Hydrocarbures: mesure annuelle L'exploitant adressera à la DREAL les états mensuels du résultat de ces mesures en télédéclaration GIDAF. Une copie de ces résultats sera transmise à la mairie. En cas d'anomalie, les résultats seront portés à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'ensemble des paramètres que sont le pH, le volume rejeté, la conductivité et les matières en suspension sont contrôlés par l'exploitant mensuellement. Seuls les hydrocarbures sont contrôlés annuellement. L'ensemble des résultats sont transmis à l'Inspection des installations classées par la télédéclaration GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pollution air et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution air et poussières
Prescription contrôlée : Le brûlage est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tout autre déchet ou résidu. Les pistes et les voies de communication seront régulièrement entretenues (arrosage et nettoyage) afin d'éviter l'envol des poussières et l'accumulation des boues. Les véhicules sortant du site ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publique. L'exploitant établit un plan de surveillance des poussières qui comprend: <ul style="list-style-type: none">• Au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitant de la carrière;• Le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants;

- Une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées conformément à la norme NF X 43-014 (2003).

Les campagnes de mesure (d'une durée de trente jours) sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m³/j en moyenne annuelle glissante, la fréquence sera trimestrielle.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en oeuvre rapidement des mesures correctives.

Le bilan annuel des mesures réalisées est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Une copie de ces résultats sera transmise à la mairie.

Constats :

L'activité d'exploitation de carrières et de concassage, entreposage de produits minéraux peut être à l'origine d'émissions conséquentes de poussières.

A ce titre, afin de limiter la diffusion de poussières a mis en place un certain nombre de mesures:

- Arrosage des pistes avec les eaux pluviales stockées
- Capotage des tapis et bardage des unités de concassage
- Aspiration en sortie des unités de broyage/concassage
- Aspersion d'eau
- Plateforme de stockage imperméabilisé

L'exploitant a installé trois points de contrôles situés en périphérie du site ainsi qu'un point de contrôle servant de témoin. La technique choisie pour déterminer le taux de poussière est la méthode des jauges OWEN.

Les emplacements de ces points de contrôles ont été définis en fonction de l'emplacement des habitations les plus proches et des vents dominants.

Le dernier contrôle a été réalisé en octobre 2024 mais le rapport est en cours de rédaction.

Le précédent contrôle a été réalisé du 06/03/2024 au 10/04/2024 où il est fait état que le taux de poussières le plus élevé est de 124 mg/m³/j , ce qui est conforme à la réglementation en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

Les bruits émis par la carrière doivent respecter les prescriptions fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997.

En limite de zone à émergence ZER, les émissions sonores de la carrière et des installations de traitement de matériaux ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après:

voir tableau de l'AP

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt.

Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées

pour la protection de l'environnement.

En limite d'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas excéder 70 dB(A) le jour, et 60 dB(A) la nuit. Le respect de ces valeurs d'émergence sera vérifié à compter de l'obtention du présent arrêté puis annuellement par un organisme qualifié.

Les résultats de ces mesures rappelant les conditions de leur réalisation seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et portés à la connaissance en cas d'anomalies.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ect...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention (démarrage installation de traitement de matériaux, signal sonore de tir de mine) ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou la sécurité des personnes).

L'unité mobile de transformation des matériaux sera positionnée à plus de 200 m des habitations de "La Bossette Bazin".

Constats :

L'exploitant fait réaliser annuellement un contrôle de ces émissions sonores.

Les points de contrôles sont réalisés sur les trois zones à émergence réglementées suivantes: lles Alleux, Comblot et L'Ile Bosson qui sont situés à environ 700 m de l'installation.

Les mesures sont réalisées en période d'arrêt puis de fonctionnement des équipements afin de déterminer le niveau sonore ainsi que l'émergence.

Le dernier contrôle a été réalisé en 08/2024 où le niveau sonore en période de fonctionnement est de 42 dB(A) et l'émergence maximale constatée est de 2 dB(A).

Il ressort de la dernière campagne que les valeurs mesurées sont conformes à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2017, article 16.2

Thème(s) : Risques chroniques, Stockages

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des ols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égale à la plus grade des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés

Lorsque le stockage est constitué de récipients de capacité inférieure à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des récipients sans être inférieure à 1 000 litres, ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

Constats :

L'exploitant utilise sur son installation des produits susceptibles de provoquer des nuisances environnementales en cas de déversement accidentel.

Le carburant et l'Ad Blue sont stockés dans des réservoirs équipés de rétention.

Concernant les huiles et les graisses, celles-ci sont stockés dans des fûts de 200 litres sur une rétention commune.

L'Inspection a constaté que la rétention était d'une capacité de 1000 litres et que le nombre de fûts stockés sur cette rétention étaient au nombre de 24 (soit un volume de 4800 litres).

Compte tenu de la capacité unitaire de ces fûts, le volume de rétention pris en considération correspond à 20 % de l'ensemble du volume des fûts soit 980 litres.

En conséquence, les rétentions mises en place par l'exploitant sont conformes aux besoins édictés par cette prescription réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Connaissances des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2017, article 16.3

Thème(s) : Risques chroniques, Connaissances des produits - Etiquetage

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractère très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

Les produits stockés sur cette installation sont étiquetés.

L'exploitant tient à disposition de ses employés les fiches de données de sécurité pour chacun des produits stockés.

Ces fiches sont conservées dans le registre de sécurité tenu à disposition des services de secours.

Afin d'identifier plus rapidement les risques engendrés par ces produits, l'exploitant a mis en place des fiches de données de sécurité simplifiées au niveau du poste de commande de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photos



Accueil de l'installation avec balance

Vue d'ensemble de la carrière



Zone de transit de produits minéraux
concassés



Installation de convoyage et de broyage/concassage de produits minéraux



Stockage de gasoil su rétention



Installation de stockage de déchets inertes



Panneau de l'ISDI définissant la procédure et la zone de déchargement